



CHAPITRE 9

Loi concernant les écoles professionnelles privées

[Sanctionnée le 11 février 1959]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
s. 64,
rempl.

1. Le chapitre 64 des Statuts refondus, 1941, est remplacé par le suivant:

"CHAPITRE 64

"LOI CONCERNANT LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES PRIVÉES

Titre
abrégé.

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des écoles professionnelles privées*.

Défini-
tions:

"école profes-
sionnelle
privée";
"école";

"2. Dans la présente loi, les expressions suivantes désignent:

a) "école professionnelle privée" ou "école": tout endroit où l'on enseigne, moyennant rémunération, par des leçons ou des démonstrations, par la pratique, la correspondance ou de quelque autre manière, les arts, les métiers ou les professions spécifiés dans les règlements adoptés en vertu de l'article 11, quel que soit le but que l'élève se propose en suivant ces cours;

"leçon effective-
ment
reçue";

b) "leçon effectivement reçue": lorsqu'il s'agit d'une leçon comprise dans un cours par correspondance, toute leçon écrite fournie à un élève et dont il a complété et retourné le devoir ou le questionnaire à l'école pour correction ou,

CHAPTER 9

An Act respecting private vocational schools

[Assented to, the 11th of February, 1959]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Chapter 64 of the Revised Statutes, 1941, is replaced by the following:

R.S.,
c. 64,
replaced.

"CHAPTER 64

"AN ACT RESPECTING PRIVATE VOCATIONAL SCHOOLS

"1. This act may be cited as the *Private Vocational Schools Act*.

Short
title.

"2. In this act, the following expressions mean:

Defini-
tions:

a. "private vocational school" or "school": any place where, for a remuneration, by lessons or demonstrations, practice, correspondence or in any other way, the arts, trades or callings specified in the regulations made under section 11 are taught, whatever may be the purpose of the student in following such courses;

"private
voca-
tional
school";
"school";

b. "lesson actually received": in respect of a lesson included in a correspondence course, any written lesson furnished to a student and of which the work or the questionnaire has been completed and returned by him to the school for correc-

"lesson
actually
received";

si le cours est donné à l'école même, toute leçon à laquelle l'élève a assisté;

"ministre";
"règle-
ments";

c) "ministre": le ministre de la jeunesse;
d) "règlements": les règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil sous l'empire de l'article 11;

"sollici-
teur".

e) "solliciteur": toute personne autre que le propriétaire ou l'exploitant d'une école qui offre en vente ou vend des cours donnés par une école au sens de la présente loi.

Écoles
séparées.

Lorsque l'enseignement donné par une école est dispensé dans plusieurs établissements distincts, chacun de ceux-ci constitue, pour les fins de la présente loi, une école séparée.

Permis
requis.

"3. Nul ne peut tenir une école professionnelle privée ou agir comme solliciteur sans avoir obtenu du ministre un permis à cette fin et à moins que celui-ci ne soit en vigueur.

Demande
par écrit,
etc.

Toute demande de permis ou de renouvellement de permis, soit pour tenir une école, soit pour agir comme solliciteur, doit être faite par écrit au ministre, sur une formule dont il a approuvé l'usage à cette fin, et être accompagnée des documents, honoraires et cautionnement exigés par les règlements.

Permis
pour
certains
arts, etc.

Si le requérant se conforme aux prescriptions de la présente loi et des règlements, le ministre peut lui accorder, aux conditions qu'il détermine, un permis ou un renouvellement de permis pour l'enseignement des arts, des métiers ou des professions qu'il spécifie ou, si le requérant est un solliciteur, un permis pour agir en cette qualité.

Durée des
permis.

"4. Ces permis sont annuels; ils expirent le trentième jour de juin de chaque année, à moins qu'ils n'aient été révoqués plus tôt.

Renou-
vellement.

Toute demande de renouvellement de permis doit être faite avant le premier avril.

Permis
incessi-
bles.

Ces permis sont incessibles. La cession des droits du détenteur d'un permis dans l'école pour laquelle il a été accordé entraîne l'annulation de plein droit et le cessionnaire doit en obtenir un pour son propre compte.

tion or, if the course is given in the school, any lesson attended by the student;

c. "minister": the Minister of Youth;
d. "regulations": the regulations made by the Lieutenant-Governor in Council under section 11;

"minis-
ter";
"regula-
tions";

e. "canvasser": any person, other than the owner or operator of a school, who offers for sale or sells courses given by a school within the meaning of this act.

"can-
vasser".

When the instruction provided by a school is given in several separate establishments, each of such establishments shall constitute, for the purposes of this act, a separate school.

Separate
schools.

"3. No person shall operate a private vocational school or act as a canvasser without having received from the Minister a permit for such purpose, and unless such permit is in force.

Permit
required.

Every application for a permit or for a renewal of a permit, either to operate a school or to act as a canvasser, must be made in writing to the Minister, on a form the use of which for such purpose has been approved by him, and must be accompanied by the documents, fees and security required by the regulations.

Applica-
tion in
writing.

If the applicant complies with the provisions of this act and the regulations, the Minister may issue, on conditions determined by him, a permit or a renewal of a permit for the teaching of such arts, trades or callings as he specifies or, if the applicant is a canvasser, a permit to act as such.

Permits
for
certain
arts, etc.

"4. Such permits shall be annual; they shall expire on the thirtieth day of June each year, unless previously cancelled.

Duration
of per-
mits.

Every application for renewal of a permit must be made before the first of April.

Renewal.

Such permits shall not be transferable. The transfer of the rights of the holder of a permit in the school for which it was granted shall *ipso facto* entail the cancellation of the same and the transferee must obtain one for his own account.

Permits
not trans-
ferable.

Visites.

"5. Quiconque tient, dirige ou administre une école professionnelle privée, ou en a la garde, doit permettre au ministre et à tout fonctionnaire muni d'une autorisation écrite de celui-ci la visite de l'école, la vérification des méthodes d'enseignement et l'examen des manuels, annonces, textes publicitaires, registres, états financiers et livres de compte se rapportant à l'école, leur faciliter les recherches en vue de s'assurer de la compétence des professeurs et leur fournir tous les renseignements qu'ils demandent.

"5. Any person who keeps, manages, supervises or is in charge of a private vocational school, must permit the Minister and any officer authorized in writing by the latter to visit the school, to ascertain the methods of instruction, to examine the text-books, advertisements, publicity matter, registers, financial statements and account books relating to the school, and must facilitate their inquiry as to the competency of the instructors and provide them with any information they require.

Visits.

Suspension, etc., de permis.

"6. Le ministre peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler tout permis accordé en vertu de la présente loi, sur preuve qu'il juge satisfaisante à l'effet que les conditions du permis n'ont pas été remplies ou que les règlements ne sont pas observés.

"6. The Minister may suspend, cancel or refuse to renew any permit issued under this act, upon proof deemed satisfactory to the effect that the conditions of the permit have not been fulfilled or that the regulations are not being observed.

Permit suspended, etc.

Avis.

Avis de la suspension, de la révocation ou du refus de renouvellement est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Notice of such suspension, cancellation or refusal to renew shall be published in the *Quebec Official Gazette*.

Notice.

Remise de permis au cas de cessation.

"7. Tout détenteur d'un permis pour une école professionnelle privée ou à titre de solliciteur qui cesse d'exercer les activités pour lesquelles ce permis avait été accordé doit le rendre immédiatement au ministre. Il en est ainsi dans le cas de tout permis révoqué ou annulé.

"7. Every person holding a permit for a private vocational school or as a canvasser, who discontinues the activities for which such permit was issued must return the same forthwith to the Minister. The same shall apply in the case of a permit cancelled or annulled.

Return of permit in case of cessation.

Remise en vigueur.

"8. Un permis suspendu peut être remis en vigueur avant le trente juin suivant ou être renouvelé après cette date, aux conditions que le ministre détermine.

"8. A permit which has been suspended may be reinstated before the ensuing thirtieth of June or renewed after such date, on such conditions as the Minister may determine.

Reinstatement.

Refus au cas de révocation.

Lorsqu'un permis a été révoqué, le ministre peut refuser d'en émettre un nouveau pour le laps de temps qu'il détermine.

When a permit is cancelled, the Minister may refuse to issue another for such period of time as he may determine.

Refusal in case of cancellation.

Prix des leçons exigible.

"9. Un élève qui n'a suivi qu'une partie d'un cours d'enseignement d'une école professionnelle privée n'est tenu de payer que le prix des leçons effectivement reçues, en proportion de celui qui avait été convenu pour le cours entier. Dans ce cas, l'école peut exiger une indemnité n'excédant pas un cinquième du prix convenu pour le cours entier, pourvu toutefois, que dans aucun cas, le montant global payé n'excède le prix total convenu pour ce cours.

"9. Any student who has followed only a part of a course of instruction of a private vocational school shall be bound to pay only the price of the lessons actually received in comparison with the price which was agreed upon for the whole course. In such case, moreover, the school may require an indemnity not exceeding one-fifth of the price agreed upon for the whole course, provided, however, that in no case shall the total amount paid exceed the total price agreed upon for such course.

Price of lessons exigible.

Indemnité.

S'il n'y a eu aucune leçon effectivement reçue, l'école ne peut exiger qu'une indemnité n'excédant pas un dixième du prix total convenu pour ce cours.

Restriction.

L'élève n'est obligé au paiement d'aucune de ces indemnités si le cours n'a pas été suivi ou complété par suite d'un fait imputable à l'école.

Convention nulle.

"10. Est nulle toute convention relative à un cours d'enseignement dans une école professionnelle privée conclue alors qu'il n'y avait pas de permis en vigueur pour cette école; l'élève qui a souscrit à ce cours peut réclamer le remboursement de toute somme qu'il a payée à ce sujet.

Règlements.

"11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour

a) déterminer à quels arts, métiers, professions ou cours la présente loi s'applique;

b) exiger de la personne qui tient une école un cautionnement pour garantir l'observance de ses obligations envers les élèves inscrits à ses cours et en déterminer le montant et la nature, ainsi que la procédure à suivre pour en disposer, s'il y a lieu;

c) réglementer la vente et l'offre de vente des cours d'une école professionnelle privée et la publicité s'y rapportant;

d) prescrire les termes et conditions suivant lesquels les fournitures de classe, les outils et l'équipement nécessaire à la pratique du métier seront prêtés, vendus ou loués aux élèves;

e) déterminer la teneur, les modalités et le temps de la production des rapports annuels que doivent faire les écoles;

f) fixer les honoraires exigibles pour l'obtention et le renouvellement des permis accordés en vertu de la présente loi;

g) établir des normes concernant le nombre d'heures qui doivent être consacrées aux matières enseignées, l'équipement requis, la qualité des cours, les qualifications des professeurs, la formation scolaire exigée des élèves, les frais de scolarité et l'attribution des certificats de compétence ou des diplômes;

h) prescrire toutes autres mesures conciliables avec les dispositions de la présente loi pour en assurer l'exécution et le bon fonctionnement.

If there has been no lesson actually received, the school may require only an indemnity not exceeding one-tenth of the total price agreed upon for such course.

Indemnity.

The student shall not be bound to pay any of such indemnities if the course has not been followed or completed due to any fact imputable to the school.

Restriction.

"10. Every agreement respecting a course of instruction in a private vocational school shall be null if made when there was no permit in force for such school; a student who has enrolled for such course may claim repayment of any sum paid by him in respect thereof.

Agreement null.

"11. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to

Regulations.

a. determine the arts, trades, callings or courses to which this act shall apply;

b. require of the person keeping a school security to guarantee compliance with his obligations towards the students enrolled for his courses and determine the amount and nature thereof, as well as the procedure to be followed for dealing with the same if need be;

c. regulate the sale and the offering for sale of the courses of a private vocational school and the publicity relating to the same;

d. prescribe the terms and conditions under which the school supplies, tools and equipment necessary for the practice of the trade shall be lent, sold or leased to students;

e. determine the contents of the annual reports to be made by the schools and the conditions and time for filing the same;

f. fix the fees exigible for the issue and renewal of permits granted under this act;

g. establish standards respecting the number of hours to be devoted to subjects taught, the equipment required, the quality of the courses, the qualifications of instructors, the scholastic training required of students, the school fees and the granting of certificates of competency or diplomas;

h. prescribe any other measures consistent with the provisions of this act to ensure the carrying out and the proper application thereof.

Infractions.

"12. Constitue une infraction aux règlements et à la présente loi toute violation d'une disposition de ces règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil a qualifiée comme telle.

"12. Every contravention of a provision of such regulations which the Lieutenant-Governor in Council has declared to be an offence shall constitute an offence against the regulations and this act.

Contravention.

Force de loi.

"13. Les règlements adoptés en vertu de l'article 11 et leurs modifications ont force de loi à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne fixe une date ultérieure à cette fin.

"13. The regulations made under section 11 and their amendments shall have force of law from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, unless the Lieutenant-Governor in Council fixes a later date for that purpose.

Force of law.

Infractions.

"14. Quiconque
a) tient une école professionnelle privée ou agit en qualité de solliciteur sans posséder le permis en vigueur requis à cette fin, ou
b) fait obstacle de quelque manière à l'application de l'article 5; ou
c) néglige ou refuse de remettre au ministre le permis qu'il détient dès qu'il est révoqué ou annulé ou que l'école pour laquelle il a été émis a discontinué son enseignement; ou
d) contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation est, par celui-ci, qualifiée d'infraction, —
est passible, sur poursuite sommaire, pour une première infraction, d'une amende d'au moins cent dollars et d'au plus cinq cents dollars et des frais et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus six mois et, pour toute infraction subséquente, d'une amende d'au moins deux cents dollars et d'au plus mille dollars et des frais et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'au moins deux mois et d'au plus un an.

"14. Every person who
a. operates a private vocational school or acts as a canvasser without holding the permit in force required for such purpose; or
b. obstructs in any way the application of section 5; or
c. fails or refuses to return to the Minister the permit held by him as soon as the same is cancelled or annulled, or as soon as the school for which it was issued discontinues instruction; or
d. contravenes any provision of a regulation the violation of which is declared an offence by such regulation, —
for a first offence, to a fine of not less than one hundred dollars nor more than five hundred dollars and the costs and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not less than one month nor more than six months and, for each subsequent offence, to a fine of not less than two hundred dollars nor more than one thousand dollars and the costs and, in default of payment of the fine and costs, to imprisonment for not less than two months nor more than one year.

Offences.

Peines.

Penalties.

Compagnies.

Si le contrevenant est une compagnie, le juge ou le tribunal peut, à sa discrétion, augmenter les amendes précitées jusqu'à concurrence de mille dollars pour une première infraction et de cinq mille dollars pour toute infraction subséquente et ordonner qu'à défaut du paiement de l'amende et des frais, même si la compagnie est dissoute, fait cession de ses biens ou devient en faillite, tels directeurs, officiers ou employés de la compagnie qu'il désigne soient tenus de les payer, dans la proportion qu'il indique, à défaut de quoi

If the offender is a company, the judge or court, at his or its discretion, may increase the aforesaid fines up to one thousand dollars for a first offence and five thousand dollars for each subsequent offence and may order that in default of payment of the fine and costs, even if the company is dissolved, makes an abandonment of its property or becomes bankrupt, such directors, officers or employees of the company as he or it may designate shall be bound to pay the same in the proportion which he or it indicates, failing which

Companies.

ils soient emprisonnés pour une période d'au moins un mois et d'au plus six mois, pour une première infraction, et d'au moins deux mois et d'au plus un an, pour toute infraction subséquente.

Infraction distincte.

La tenue d'une école et l'exercice du mandat de solliciteur sans le permis requis constituent une infraction distincte pour chaque jour qu'ils durent.

Dans toute poursuite prise pour contravention à la présente loi ou aux règlements on peut, dans une plainte, poursuivre plusieurs infractions commises par une même personne, société ou corporation, pourvu que cette plainte indique de façon précise le temps et le lieu où chacune des infractions a été commise.

Preuve.

"15. Le fait pour une école de donner, moyennant rémunération, des cours visés par la présente loi ou d'annoncer de tels cours constitue une preuve suffisante que cette école est une école professionnelle privée sujette aux dispositions de la présente loi.

Restrictions.

"16. La présente loi ne s'applique pas à l'enseignement donné par

- a) un gouvernement;
- b) une corporation municipale ou scolaire;
- c) une université;
- d) une organisation religieuse reconnue comme telle par l'autorité ecclésiastique compétente;
- e) une organisation de bienfaisance reconnue comme telle et dont les cours sont exemptés de l'application de la présente loi par les règlements adoptés en vertu de l'article 11;
- f) une corporation constituée en vertu des dispositions de la Loi de l'aide à l'apprentissage, de la Loi des clubs de récréation ou de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec.

Prescription.

"17. Toute action en recouvrement du prix d'un cours ou de leçons effectivement reçues ou d'une indemnité visée à l'article 9 et toute action en remboursement d'une somme indûment payée par un élève à la suite d'une convention visée à l'article 10 se prescrivent par un an à compter de la date de la dernière leçon effectivement reçue par l'élève ou, s'il n'y a pas eu de

they shall be imprisoned for a period of not less than one month nor more than six months, for a first offence, and not less than two months nor more than one year for each subsequent offence.

The keeping of a school and the acting as a canvasser without the required permit, shall constitute a separate offence for each day during which they continue.

Separate offence.

In any proceeding for infringement of this act or of the regulations, several infractions committed by the same person, firm or corporation, may be charged in a single complaint, provided that such complaint indicates clearly the time when and the place where each infraction was committed.

Evidence.

"15. The fact that a school gives, for remuneration, any of the courses contemplated by this act or advertises such courses shall constitute sufficient evidence that such school is a private vocational school subject to the provisions of this act.

"16. This act shall not apply to instruction given by

Exceptions.

- a. a government;
- b. a municipal or school corporation;
- c. a university;
- d. a religious organization recognized as such by the competent ecclesiastical authority;
- e. a charitable organization recognized as such and the courses of which are exempted from the application of this act by the regulations made under section 11;
- f. a corporation constituted under the provisions of the Children's Apprenticeship Act, the Amusement Clubs Act or Part III of the Quebec Companies Act.

Prescription.

"17. Any action for the recovery of the price of a course or of lessons actually received or of an indemnity contemplated by section 9 and any action for the reimbursement of a sum unduly paid by a student under an agreement contemplated in section 10 shall be prescribed by one year from the date of the last lesson actually received by the student or,

telle leçon, à compter de l'inscription de l'élève ou, selon le cas, de la convention intervenue entre lui et l'école pour son admission à un cours de cette dernière.

Prescription.

Toute autre action, civile ou pénale, découlant des dispositions de la présente loi ou des règlements se prescrit par un an à compter du fait qui y donne ouverture.

Paiement des dépenses.

"18. Les dépenses occasionnées par l'exécution de la présente loi sont payées à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature."

Durée des permis en vigueur.

2. Tout permis d'école professionnelle actuellement en vigueur expirera le trente juin 1959; il pourra être renouvelé, subordonné aux dispositions de la Loi des écoles professionnelles privées, édictée par l'article 1 de la présente loi, si une demande par écrit à cet effet est faite au ministre de la jeunesse, sur une formule prescrite par les règlements, avant le premier mai 1959.

Permis requis des solliciteurs.

3. Tout solliciteur au sens de la Loi des écoles professionnelles privées, édictée par l'article 1 de la présente loi, qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, agit pour une école détenant un permis en vigueur doit obtenir son permis de solliciteur dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

if there has been no such lesson, from the date of registration of the student or of the agreement made between him and the school for his admission to a course given by the latter, as the case may be.

Any other action, civil or penal, resulting from the provisions of this act or of the regulations shall be prescribed by one year from the date of the fact giving rise to the same.

"18. The expenses incurred for the carrying out of this act shall be paid out of the moneys voted annually for that purpose by the Legislature."

2. Every permit for a trade-school presently in force shall expire on the thirtieth of June, 1959; it may be renewed, subject to the provisions of the Private Vocational Schools Act, enacted by section 1 of this act, if a written application to that effect, on a form prescribed by the regulations, is made to the Minister of Youth before the first of May, 1959.

3. Every canvasser within the meaning of the Private Vocational Schools Act, enacted by section 1 of this act, who, at the coming into force of this act, acts for a school holding a permit in force must obtain his canvasser's permit within thirty days of the coming into force of this act.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Prescription.

Payment of expenses.

Duration of permits in force.

Permit required for canvasser.

Coming into force.